



Daniel CERUTTI,
Président de la FFB Grand Est

LE LOGEMENT, UNE GRANDE CAUSE NATIONALE ?

Au moment où les débats sur les priorités du prochain quinquennat font rage, devons-nous nous inquiéter du sort réservé au grand absent des propositions, le logement ?

Le mal-logement est régulièrement montré du doigt et se trouve particulièrement documenté par de nombreuses études publiques, parfois proposées par certaines associations.

La Fondation Abbé Pierre estime d'ailleurs, dans son rapport annuel de 2020, que 15 millions de Français seraient touchés par la crise du logement : confort insuffisant, précarité énergétique, qualité de l'environnement direct, risques pour la santé, prix... tous les ingrédients sont réunis pour que les prochaines décennies soient compliquées, si l'on se contente de mesures cosmétiques.

Nous nous dirigeons tout droit vers une crise sans précédent, avec d'un côté des personnes qui ont peu d'espoir d'améliorer leur confort de vie et de l'autre celles et ceux qui ne pourront plus accéder à la propriété en raison d'une rareté quasi entretenue dans le neuf, de l'ancien toujours plus difficile à rénover et des contraintes supplémentaires qui coûtent toujours plus chères.

Le dogme du zéro-artificialisation nette et de sa définition tellement restrictive, accompagné par le refus de certains territoires de construire des logements collectifs aura des conséquences directes : priver les futures générations de l'espoir de devenir propriétaire ou de s'offrir le confort de vie qu'elles auront, par leur travail, mérité !

Sous prétexte de mesures contraignantes, qu'elles soient environnementales ou hyper-réglementaires, ce sont les égoïsmes et les visions à court terme qui l'emportent plutôt que l'intelligence collective. Manquons-nous autant d'ambition que nous sommes condamnés au logement cher et inaccessible ?

Pourtant, les architectes et les entreprises ont des solutions pour répondre à ce défi majeur de confort, de sobriété et du logement pour tous.

Arrêtons de faire du logement une variable d'ajustement budgétaire et un défouloir réglementaire et réclamons un grand ministère de la construction et de l'aménagement durables qui traite tous les aspects sociologiques, techniques, environnementaux et conforte enfin la France comme une terre de bâtisseurs.

SIÈGE SOCIAL : 62, rue de Metz - CS 83333 - 54014 NANCY CEDEX - Téléphone : 03 83 37 23 63

SITE DE REIMS : 8 bis, rue Saint-Hilaire - BP 2738 - 51060 REIMS CEDEX - Téléphone : 03 26 48 42 06

SITE DE STRASBOURG : Pôle BTP - Espace Européen de l'Entreprise - 1a, rue de Dublin - 67300 SCHILTIGHEIM - Téléphone : 03 88 35 72 00